

ÉDITO

# Négociations américano-iraniennes

Interview du 19 février 2026 sur I24News

Par **Bertrand BESANCENOT**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998,

puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

## Quand Donald Trump déclare « l'Iran ne se dotera jamais de la bombe nucléaire », n'émet-il pas des vœux pieux ?

BB: Empêcher Téhéran d'acquérir l'arme nucléaire est, en tout cas, la position officielle des États-Unis, d'Israël, des Occidentaux, mais même de la Russie et de la Chine. Dans les faits, l'opération militaire israélo-américaine a fortement dégradé le programme nucléaire iranien, qui est stoppé pour le moment. Mais on ne supprime pas la connaissance scientifique, et l'Iran est de facto un État du seuil. C'est donc l'intérêt de tout le monde de parvenir à un nouvel accord nucléaire qui engage l'Iran. Et il faut admettre que le TNP ne lui interdit pas d'enrichir de l'uranium à des fins civiles. On sait cependant que les Iraniens ont l'habitude de tricher et que leur programme nucléaire a aussi une finalité militaire. Il faudra donc imposer un régime de surveillance internationale très strict. D'ailleurs, dans la négociation en cours entre Américains et Iraniens, il semble que les Américains aient accepté le principe d'un droit à l'enrichissement, mais à certaines conditions. En outre, les États-Unis veulent également quelque chose sur l'encadrement du programme balistique iranien, qui est aussi une demande forte israélienne.

## Que peut-on attendre des discussions sur le nucléaire entre l'Iran et les États-Unis ?

Trump préférerait obtenir, par la négociation sous pression plutôt que par l'usage de la force, des concessions iraniennes lui permettant de proclamer qu'il a obtenu un meilleur deal que l'accord nucléaire de 2015. Le problème est que les positions des protagonistes sont très éloignées et difficilement conciliables, notamment dans le court laps de temps donné par Trump. La réponse est donc : tout dépendra de ce que les Iraniens sont prêts à céder, notamment sur la question des missiles. Les Iraniens sont des négociateurs très doués, très supérieurs à leurs homologues américains ; et l'on sait que Trump entend surtout obtenir un succès diplomatique... Un accord a minima est donc possible, et c'est précisément ce que craint Israël. Mais si Téhéran ne concède pas quelque chose de tangible – ce qui est hélas probable – l'opération militaire aura lieu, car Trump est tenu par sa propre rhétorique.

**« Un accord a minima est donc possible, et c'est précisément ce que craint Israël. Mais si Téhéran ne concède pas quelque chose de tangible – ce qui est hélas probable – l'opération militaire aura lieu, car Trump est tenu par sa propre rhétorique. »**



© Stephen Talas, Unsplash

**Depuis la signature de l'accord de 2015, l'Iran n'a jamais cessé de violer cet accord et de temporiser dans les négociations. Une nouvelle guerre entre les États-Unis, l'Iran et Israël est-elle inéluctable ?**

Il est vrai que les Iraniens sont connus pour ne pas toujours respecter leurs engagements et pour chercher à gagner du temps dans les négociations. Une nouvelle guerre est donc probable, mais elle n'est pas inéluctable si, comme je l'ai dit, les Iraniens comprennent que, cette fois-ci, Américains et Israéliens veulent obtenir des concessions sur le nucléaire, mais aussi sur les missiles. Sinon, une nouvelle guerre est effectivement inéluctable.

**Allons plus loin, y a-t-il un risque d'embrasement de tout le Moyen Orient ?**

Le risque d'embrasement du Moyen-Orient existe, car les Iraniens disposent de capacités de nuisance résiduelles significatives. Ils peuvent frapper Israël, mais aussi les bases américaines dans le Golfe et perturber la circulation dans le détroit d'Ormuz. Les pays du Golfe sont donc inquiets car ils se savent vulnérables à des frappes iraniennes ; de même, la Turquie craint – en cas de chaos en Iran – de devoir accueillir des millions de

réfugiés iraniens sur son sol. C'est la raison pour laquelle ces pays font pression sur Trump pour qu'il donne sa chance à la négociation avec l'Iran. Le président américain est en revanche pressé par Netanyahu de frapper l'Iran pour « terminer le travail ». Trump donne donc le sentiment de tergiverser. Il semble aussi que le Pentagone – comme Tsahal d'ailleurs – ne soit pas insensible au risque représenté par la capacité de nuisance résiduelle de l'Iran. L'éventualité d'un embrasement existe cependant bel et bien.

**Comment percevez-vous le jeu des Saoudiens qui ont opéré, en mars 2023, un rapprochement contre-nature avec l'Iran ? Ne risquent-ils pas d'hypothéquer toute chance de normalisation des rapports avec Israël ?**

La perspective d'une normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël, que le prince héritier saoudien accepte mais à certaines conditions, est en fait hypothéquée par l'intransigeance du gouvernement Netanyahu qui refuse toute concession sérieuse en faveur des Palestiniens et poursuit la colonisation de la Cisjordanie. Je rappelle que « l'initiative arabe de paix » proposée en 2002 est en réalité un projet saoudien avalisé par tous les membres de la Ligue arabe. Elle stipule la reconnaissance d'Israël en échange de la

création d'un État palestinien. La position saoudienne n'a pas changé et ne changera pas, surtout après le carnage à Gaza. MBS tient compte en effet de son opinion publique et de celle dans l'ensemble du monde arabe. Je crains cependant que Netanyahu persévère dans son refus de reconnaître le droit à l'auto-détermination du peuple palestinien. Or le plan de paix à Gaza de Trump envisage bien la perspective d'un État palestinien ; mais Netanyahu fait de l'obstruction à la mise en œuvre de la seconde phase de ce plan. En outre, l'Arabie saoudite et les autres pays de la région n'ont pas envie – après avoir été débarrassés de l'influence iranienne – d'être confrontés à une hégémonie israélienne que les fanatiques du « Grand Israël » voudraient leur imposer. La réponse à la question de la normalisation avec l'Arabie Saoudite se trouve donc à Tel-Aviv.

**Avons-nous devant nous tous les ingrédients d'un troisième conflit mondial ?**

Je ne pense pas que la Russie ou la Chine aient les moyens ni l'intention de se battre pour préserver le régime iranien. C'est le peuple iranien qui abattra ce régime ignoble. Le risque d'un troisième conflit mondial existe, mais plutôt en Europe si l'agression russe en Ukraine n'est pas arrêtée et que Poutine poursuit ses projets impérialistes insensés ●



REGARD D'EXPERT

# Ukraine : la guerre au ralenti L'épuisement comme stratégie et comme piège

Publié le 25/02/2026 dans Atalayar

Par **Gustavo DE ARISTEGUI**



Gustavo de Aristegui est diplomate de carrière, a été ambassadeur d'Espagne en Inde, accrédité au Bhoutan, Népal ; Maldives et Sri Lanka. Il est analyste géopolitique et ancien parlementaire espagnol (2000-2012).

Auteur de quatre ouvrages sur le terrorisme islamiste, il est chroniqueur régulier dans La Razón et El Debate Tv et radio.

*Il existe des guerres que l'on gagne par la force. Il en est d'autres que l'on perd par la fatigue. Et il en est – comme cette guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine – que l'on prolonge délibérément dans l'espoir que l'adversaire capitule avant que l'agresseur ne s'effondre. L'invasion à grande échelle ordonnée par Vladimir Poutine en février 2022, loin d'être l'« opération militaire spéciale » de trois jours promis par le Kremlin à son propre peuple, s'est muée en le conflit le plus meurtrier que l'Europe ait connu depuis la Seconde Guerre mondiale – une guerre au ralenti dans laquelle le temps est à la fois le champ de bataille et l'arme la plus redoutable.*

Ce lundi 24 février marque quatre années révolues depuis le début de cette invasion à grande échelle, un conflit qui dure désormais plus longtemps que la lutte de l'Union soviétique contre l'Allemagne nazie. Les chiffres sont vertigineux : selon le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) de Washington, la Russie a subi quelque 1,25 million de pertes – morts et blessés –, dont au moins 325 000 tués, soit les chiffres les plus élevés pour une grande puissance depuis 1945. Le président Zelensky a reconnu 55 000 soldats ukrainiens tombés au combat, mais le CSIS estime jusqu'à 600 000 pertes totales côté ukrainien, dont 140 000 morts. Ce sont des nombres qui glacent l'entendement et qui définissent, avec une précision brutale, la nature de ce conflit.

Cette guerre met en présence trois épuisements simultanés et interdépendants : l'épuisement occidental dans sa volonté de soutenir l'Ukraine ; l'épuisement profond de la société ukrainienne elle-même ; et l'épuisement croissant, structurel et irréversible de la Russie. C'est autour de cette triple dynamique que doit se construire toute analyse sérieuse du conflit.

**« Dans les guerres d'attrition, la résolution de celui qui soutient – et pas seulement de celui qui combat – peut être le facteur décisif. »**

– Thomas Schelling, *Arms and Influence*

Cette mise en garde du politologue américain Thomas Schelling résonne avec une acuité douloureuse en Europe et à Washington. Car c'est précisément sur cet épuisement de la volonté occidentale que Poutine fonde sa stratégie la plus profonde.

**« Cette guerre met en présence trois épuisements simultanés et interdépendants : l'épuisement occidental dans sa volonté de soutenir l'Ukraine ; l'épuisement profond de la société ukrainienne elle-même ; et l'épuisement croissant, structurel et irréversible de la Russie. »**

**L'épuisement occidental : une fragilité réelle, non rédhibitoire**

L'administration Trump, avec sa rhétorique transactionnelle et son impatience manifeste face aux conflits prolongés, a émis des signaux contradictoires qui ont fragilisé la cohésion atlantique à un moment particulièrement délicat. En Europe, les gouvernements qui ont le plus fermement soutenu l'Ukraine – la Pologne, les pays Baltes, le Royaume-Uni – font face à des budgets tendus à l'extrême et à des électeurs qui commencent à réclamer la paix, même une paix injuste.

La réduction à néant du soutien américain – une baisse de 99% depuis janvier 2025 – a représenté un choc considérable. Mais l'Europe n'a pas plié. Elle a mûri. L'Union européenne a apporté plus de 300 milliards d'euros de soutien militaire et budgétaire. Un prêt européen de 90 milliards d'euros finance effectivement l'État ukrainien jusqu'en 2027. Et cinq nations européennes – France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie et Pologne – ont annoncé un programme conjoint de production de drones à bas coût s'appuyant sur l'expérience ukrainienne de combat, une démarche qui témoigne d'une autonomisation stratégique en cours. Ce retrait américain, pour regrettable qu'il soit du point de vue atlantiste, aura peut-être, paradoxalement, le mérite d'accélérer l'émergence d'une défense européenne digne de ce nom.

L'épuisement occidental n'est pas irréversible, ni aussi profond que Moscou veut le croire. Les Européens qui ont vécu sous la domination soviétique savent parfaitement ce que représente céder devant Poutine. Ils savent, avec la lucidité que confère l'histoire vécue dans leur chair, qu'un accord de paix gelant les lignes actuelles ne sera pas la fin du conflit, mais le prologue du suivant. Comme l'écrivait George Kennan, père de la poli-



tique américaine d'endiguement : « Là où les démocraties vacillent, ce n'est jamais par manque de ressources, mais par manque de vision. »

## L'épuisement ukrainien : onze ans dans la tranchée

Il est des peuples que la souffrance a forgés jusqu'à les rendre indestructibles. Mais même la résilience la plus extraordinaire a ses limites biologiques, psychologiques et démographiques. L'Ukraine supporte depuis onze ans – depuis l'annexion illégale de la Crimée en 2014 et le début du conflit dans le Donbass cette même année – une pression existentielle sans équivalent dans l'Europe contemporaine. Lorsqu'en février 2022, Poutine ordonna l'invasion à grande échelle, ce peuple était déjà depuis huit ans dans un état de guerre latente, préparé au pire.

Aujourd'hui, l'Ukraine combat avec ses propres moyens et ceux de ses alliés européens, dans un contexte où le soutien militaire américain s'est dramatiquement amenuisé. Le résultat est une armée qui tient ses positions héroïquement mais qui accuse le poids des années de sacrifice. La mobilisation de nouvelles cohortes de soldats, dans une population que la guerre et l'émigration ont considérablement réduite, pose des dilemmes éthiques et opérationnels d'une gravité extrême. Les hommes qui combattent en première ligne sont là depuis des mois – certains, des années – sans rotations suffisantes.

Et pourtant, une enquête de l'Institut international de sociologie de Kiev (KIIS) publiée en janvier 2026 révèle que 65 % des Ukrainiens sont prêts à résister « aussi longtemps qu'il le faudra ». Ce chiffre, dans son improbable constance après quatre années d'enfer, est peut-être le plus éloquent de tous les indicateurs de cette guerre.

L'économiste Barry Eichengreen soulignait que l'économie ukrainienne, soutenue par le finan-

cement occidental représentant jusqu'à 20 % de son PIB, a manifesté une capacité de résistance remarquable : une croissance moyenne de 4,4 % sur les deux dernières années, avec l'inflation maîtrisée et les exportations relancées après la neutralisation de la flotte russe en mer Noire. Mais la durabilité de ce modèle dépend en dernière instance d'une volonté politique occidentale qui, comme nous l'avons vu, n'est ni inconditionnelle ni éternelle.

## L'épuisement russe : la vérité que le Kremlin dissimule sous sept verrous

Nous en venons au cœur de l'argumentation qu'il m'importe le plus de souligner, car c'est celle que certains milieux silencieux ou minimisent le plus systématiquement : la Russie se vide de son sang. À un rythme qu'aucune puissance occidentale n'aurait supporté politiquement pendant trois semaines. Et pour un gain territorial qui frise le dérisoire.

Les données sont irréfutables. Selon le rapport publié en janvier 2026 par le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) de Washington – institution d'une rigueur analytique indiscutable – la Russie a subi 1,2 million de pertes depuis le début de l'invasion à grande échelle, dont jusqu'à 325 000 tués. Ce chiffre fait de ce conflit le plus meurtrier pour la Russie depuis la Seconde Guerre mondiale : les pertes russes sont cinq fois supérieures à celles accumulées dans tous les conflits soviétiques et russes réunis depuis 1945, incluant l'Afghanistan et les deux guerres de Tchétchénie. Et le terrain conquis à ce prix en sang s'avère, simplement, indéfendable sur le plan stratégique : durant toute l'année 2025, selon l'Institut pour l'étude de la guerre (ISW), la Russie a conquis 4 322 kilomètres carrés de territoire ukrainien, soit 0,7 % de la superficie totale du pays. Le coût a été de 85 soldats russes par kilomètre carré occupé.

Dans la région de Kharkiv, la progression moyenne n'a pas dépassé 50 mètres par jour. Le CSIS lui-même a comparé cette cadence à la vitesse

d'avance lors de la bataille de la Somme, cet abattoir de 1916 qui modifia pour toujours la perception occidentale de la guerre. Cette comparaison n'est pas rhétorique : elle est mathématiquement précise et stratégiquement dévastatrice pour le narratif de « l'inévitable victoire russe » qu'une certaine presse et certains responsables politiques occidentaux ont adopté comme vérité révélée – en une démonstration aussi pitoyable que perverse d'ignorance, de manipulation et de mauvaise foi.

## L'épuisement sociologique : la douleur que l'on ne publie pas

Il existe une dimension supplémentaire de l'épuisement russe que les autocraties maîtrisent l'art de dissimuler, mais que la sociologie ne peut indéfiniment camoufler : la souffrance accumulée de centaines de milliers de familles russes qui ont perdu un fils, un frère, un époux, dans les champs de bataille d'Ukraine. Les mères de soldats – héritières de ces courageuses *soldatskie materi* qui dans les années quatre-vingt-dix protestaient contre la guerre de Tchétchénie – intègrent en silence un deuil que le régime ne leur permet pas d'exprimer ouvertement, mais qui s'accumule comme une pression souterraine dans le tissu social.

**« Une économie de guerre qui absorbe davantage de ressources que l'éducation, la santé, la politique sociale et le développement économique réunis n'est pas viable : c'est un pari suicidaire à terme. »**

L'histoire enseigne que même les autocraties les plus inflexibles ne sont pas imperméables à l'épuisement de leurs sociétés. L'URSS a pu soutenir la guerre d'Afghanistan pendant dix ans, mais le coût social fut l'un des facteurs qui accélérèrent sa désintégration. Poutine a été habile à préserver les élites moscovites et pétersbourgeoises des effets de la guerre – les fils des oligarques ne meurent pas dans les tranchées du Donbass –, mais cette asymétrie même nourrit une colère sourde dans les régions périphériques où l'on recrute et où les enfants, eux, périssent bel et bien. Comme l'observait l'historien britannique Niall Ferguson : « Les empires ne meurent pas sous les coups de l'ennemi extérieur ; ils s'effondrent sous le poids de leurs propres contradictions internes. »

## L'épuisement budgétaire et économique : l'arithmétique implacable

Il existe une arithmétique qu'aucune manipulation ne peut altérer. Les dépenses militaires russes ont atteint en 2024, 7,1 % de son PIB et 19 %

des dépenses publiques totales, selon les données du SIPRI. Pour 2025, le budget de défense s'est élevé à 133,6 milliards de dollars, soit 24,4 % de plus que l'année précédente, représentant 6,31 % du PIB officiel et pas moins de 32,5 % du budget de l'État, comme l'a confirmé le ministre russe de la Défense Andreï Belousov. Une économie de guerre qui absorbe davantage de ressources que l'éducation, la santé, la politique sociale et le développement économique réunis n'est pas viable : c'est un pari suicidaire à terme.

En appliquant la parité de pouvoir d'achat – méthodologie employée par l'IISS dans son rapport *The Military Balance 2025* –, la capacité d'achat militaire russe dépasse aujourd'hui celle des vingt-sept pays de l'Union européenne additionnés du Royaume-Uni. Ce chiffre impressionne, mais dissimule une réalité plus sombre : la Russie consume son capital productif, son capital humain et son capital technologique pour financer une guerre qu'elle ne peut remporter militairement dans des termes raisonnables. La croissance économique russe en 2025 s'est établie à 0,6 %. L'inflation s'emballe. La pénurie de main-d'œuvre a atteint des

niveaux historiques, parce que des centaines de milliers de jeunes travailleurs sont au front, en prison, ou ont fui à l'étranger.

La perspective se fait encore plus sombre à l'horizon. 2026 pourrait être la dernière année où la Russie pourra vendre du GNL et du gaz par gazoduc à ses clients européens restants – des recettes d'environ 22 milliards d'euros en 2025 qui financent une part significative des dépenses militaires russes. En 2027, entrera en vigueur l'interdiction totale de l'UE sur les importations de GNL et de gaz russes, ainsi que l'interdiction américaine de l'uranium russe. Le budget de défense russe sera lui-même contraint de se réduire d'au moins 7 %. Une puissance qui prétend redéfinir l'ordre mondial depuis une position de force, mais qui recule sur tous les indicateurs de l'économie de la connaissance, n'est pas une puissance montante : c'est une puissance en déclin accéléré ●



REGARD D'EXPERT

# Au-delà de l'essai : le rugby français, un actif stratégique ultra-convoité

Par Julien KMEID



Diplômé en relations internationales et d'un master en intelligence économique, Julien a rédigé un mémoire sur le rôle de la voiture électrique dans la transition énergétique. Ce travail lui a permis d'explorer les enjeux géopolitiques liés aux ressources énergétiques et aux guerres économiques entre pays. Son parcours s'est ensuite orienté vers la veille stratégique, où il a acquis des compétences en analyse des marchés et des stratégies d'influence dans différents secteurs. Julien a rejoint le pôle veille en juillet 2024, où il suit de près les évolutions de la mobilité, de l'industrie et de l'énergie.

*Alors que l'édition 2026 du Tournoi des 6 Nations bat son plein, l'engouement des Français pour leur équipe nationale de rugby atteint des sommets. Au-delà de la stricte performance sportive, la ferveur qui entoure le XV de France s'impose comme un véritable phénomène de société. Pour les professionnels de la communication et de l'intelligence économique, cette dynamique illustre un cas d'école fascinant sur la capacité d'un événement à fédérer une nation et à redynamiser l'image d'un pays.*

## Une dynamique de la victoire comme catalyseur d'audience : le rugby défie le football

Porté par une entame de Tournoi tonitruante, le XV de France s'est immédiatement imposé comme le rendez-vous incontournable du petit écran. Après l'audience record de 8,7 millions de téléspectateurs enregistrée sur France 2 lors de l'ouverture irlandaise, la fidélité du public ne s'est pas démentie. La tendance s'est stabilisée autour d'un socle exceptionnel : près de 7,5 millions de Français ont suivi la victoire au Pays de Galles, un score reproduit à l'identique ce dimanche 22 février lors de la troisième journée face à l'Italie.

Cette performance télévisuelle répétée marque un tournant symbolique fort lorsqu'on la compare au football. À titre d'exemple, les récents matchs de l'Équipe de France de football (hors Coupe du Monde ou Euro) oscillent généralement entre 5,5 et 6,5 millions de téléspectateurs. Le XV de France prouve en ce début d'année qu'il est capable de surpasser le football sur des compétitions régulières, en captant une audience intergénérationnelle et en marquant une véritable bascule dans l'attention médiatique nationale.



Gauthier Baudin, journaliste rugby indépendant.

## La monétisation de l'attention : l'appétit des investisseurs et la ligue R360

Cet engouement ne se limite pas à l'Hexagone et attire désormais les grands capitaux internationaux. Symbole de cette attractivité financière inédite pour le ballon ovale, le projet de ligue privée dissidente R360 bouleverse l'écosystème. Portée par des investisseurs anglo-saxons (comme l'ancien joueur Mike

Tindall) et soutenue par de puissants investisseurs pionniers – à l'image du fonds émirati 885 Capital ou de Martin Gilbert (président de la banque Revolut) – cette « Super Ligue » du rugby suscite d'intenses spéculations. Des rumeurs de plus en plus insistantes font état de l'entrée en lice de fonds souverains saoudiens, ainsi que de capitaux britanniques et américains, potentiellement liés à des acteurs de la NFL américaine. Avec la promesse de moyens de production gigantesques et de salaires pharaoniques pour attirer les stars mondiales, et bien que son lancement ait dû être repoussé à 2028 face à la fronde des fédérations historiques, ce projet prouve que le rugby est désormais identifié par la haute finance mondiale comme un produit de divertissement ultra-rentable. Mais si les capitaux mondiaux ciblent ainsi le ballon ovale, c'est qu'ils y voient la promesse d'un retour sur image garanti, porté par un ADN sportif unique qui sécurise les investissements.

## Une image en or massif : des valeurs incarnées sur le terrain

Plus qu'un simple sport, le rugby renvoie une image publique, qui contraste avec les dérives parfois observées dans d'autres disciplines. Ce sport dégage une image positive, ancrée dans des exemples très concrets qui séduisent le grand public et rassurent les marques. Le respect de l'arbitre et la courtoisie qui lui est manifestée, matérialisée par le titre « Monsieur » à l'arbitre et l'absence quasi-totale de contestation théâ-



© Hanson Lu, Unsplash

trale, en sont les symboles les plus forts « L'arbitre a toujours raison, même quand il a tort ». Cette image est renforcée par la solidarité extrême exigée par les phases de combat (rucks, mêlées) rappelant que l'individu n'est rien sans le collectif. Une philosophie parfaitement résumée par les figures tutélaires de ce sport. Comme l'évoque souvent l'ancien capitaine emblématique du XV de France, Thierry Dusautoir, « le rugby est une école d'humilité où l'on apprend très vite que l'on ne peut rien accomplir seul ». De son côté, la légende Jean-Pierre Rives a gravé dans le marbre la force de cette convivialité fraternelle – incarnée par la fameuse troisième mi-temps – avec sa célèbre formule : « Le rugby, c'est l'histoire d'un ballon avec des copains autour et quand il n'y a plus de ballon, il reste les copains. » Pour les sponsors et annonceurs, s'associer au XV de France, c'est s'offrir un transfert d'image optimal autour d'une combativité loyale et d'une résilience authentique.



L'arbitre Andrei Piardi avec les capitaines anglais et irlandais.



Allan Alaataoa et Eben Etzebeth se réconciliant après un échange houleux sur le terrain.

## La diplomatie du sport : un soft power en devenir

Historiquement, ce soft power rugbyistique est dominé par des nations de l'hémisphère sud : la Nouvelle-Zélande a érigé les All Blacks et leur fameux Haka en véritable icône culturelle et exportation mondiale, tandis que l'Afrique du Sud s'appuie sur les Springboks comme un puissant symbole géopolitique d'unité nationale et de résilience post-apartheid. Dans cet échiquier mondial très concurrentiel, la France a une place de choix à se forger. Pour rivaliser avec l'hégémonie anglo-saxonne, elle s'appuie sur une marque de fabrique unique : le fameux « French flair ». Cette identité de jeu, faite d'imprévisibilité, de créativité et de panache, fascine à l'étranger.

## Penser l'après 6 Nations

L'euphorie de ce Tournoi des 6 Nations ne doit toutefois pas occulter le paradoxe fascinant auquel fait face le rugby hexagonal. D'un côté, la France dispose d'un vivier de joueurs d'une grande profondeur, forgé par les succès de ses équipes de jeunes, qui la place parmi les favoris pour la Coupe du Monde 2027 en Australie.



« Bonjour je m'appelle Lawrence Dallaglio. Je joue pour l'équipe d'Angleterre. Je n'aime pas les conneries françaises mais j'aime le rugby français. C'est le rugby que tout le monde veut voir. Impossible n'est-ce pas français. Vive les Bleus »



Exemples de vidéos circulant sur les réseaux sociaux  
anglo-saxons soulignant notre style de jeu.

De l'autre, comme l'a rappelé la Cour des comptes début février 2026, la Fédération Française de Rugby (FFR) reste une institution « financièrement fragilisée », plombée par sa dette structurelle. Le rapport salue néanmoins « une gouvernance en progrès ». Tout l'enjeu des prochains mois pour la FFR sera donc de s'appuyer sur cette rigueur managériale retrouvée pour monétiser l'engouement populaire actuel et attirer de nouveaux partenaires stratégiques. Sous le prisme de l'intelligence économique, l'émergence du projet de ligue dissidente R360 dépasse largement le simple cadre du divertissement pour s'inscrire dans la problématique globale des nouvelles stratégies de puissance. La nature hybride de ses financements – qui allie la flexibilité de véhicules d'investissement privés anglo-saxons à la force de frappe étatique du fonds souverain saoudien – illustre l'ampleur inédite des enjeux ●

## À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslriverington.com

ESL Riverington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Riverington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.